

Opole (Oppeln), 16 décembre 1920.

BULLETIN DE PRESSE

I. — AFFAIRES DE HAUTE-SILÉSIE

A. — PRESSE POLONAISE

a. — PRESSE DE HAUTE-SILÉSIE

Manœuvres d'intimidation.

Les Allemands cherchent à nous effrayer en agitant l'épouvantail d'une nouvelle offensive des bolchevistes contre la Pologne. Cette manœuvre leur a déjà réussi au moment du plébiscite de Prusse orientale. Mais, actuellement, ces allégations n'ont aucun sens, car la situation intérieure de la Russie est telle qu'une nouvelle guerre contre la Pologne mettrait en péril le régime bolcheviste.

Les Allemands cherchent également à nous faire peur en nous parlant des 300,000 émigrés qui viendraient en Haute-Silésie. Mais ce qui a réussi en Prusse orientale, où gouvernait une Commission Interalliée qui ne se préoccupait pas outre mesure des intérêts polonais et où l'ordre était assuré par une « Sicherheitswehr » harkiste, échouera certainement sous le gouvernement du général Le Rond et sous le contrôle de la population de Haute-Silésie.

L'auteur de ces lignes a vu voter les prétendus « émigrés » en Prusse orientale. Il les a vu apparaître dans des villages où nul ne les connaissait ni de nom, ni de figure. Les mêmes votants étaient transportés dans d'immenses autobus d'une localité à l'autre afin de voter impunément ailleurs sous d'autres noms.

Mais la population de Haute-Silésie ne se laissera pas terroriser comme la population de Prusse orientale. Dans l'intérêt du maintien de l'ordre public, les autorités responsables doivent examiner exactement les droits de chacun à participer au vote. Si, au contraire, les Allemands commettent des illégalités, la question ne se trouvera plus placée sur le terrain légal ; la parole sera laissée au peuple pour la défense de ses droits et c'est le Gouvernement allemand qui devra être tenu pour responsable de tous les troubles. (*Sztandar Polski*, 15 déc.)

Congrès du parti communiste.

Un congrès des trois partis qui doivent constituer le parti communiste de Haute-Silésie aura lieu à Königs-hütte le 12 décembre. Ce congrès est destiné à assurer l'unification des trois partis (socialiste indépendant, communiste allemand et communiste de Haute-Silésie).

Le congrès devra fixer d'une façon définitive son attitude à l'égard du plébiscite de Haute-Silésie. Il donnera un vigoureux essor à la propagande communiste au sein des Conseils d'exploitation et des syndicats ouvriers, afin de transformer ces institutions en organes de combat et de préparer les ouvriers à s'emparer du pouvoir, en leur assurant, avant tout, le contrôle de la production.

Les membres du congrès n'auront qu'une seule pensée, qui est celle des communistes du monde entier : la lutte pour fonder la république socialiste des conseils.

(*Czerwony Sztandar*, 12 décembre.)

Réunions communistes.

Le 5 décembre a eu lieu, à Zaborze, une réunion des membres des trois partis qui doivent s'unir pour constituer le parti communiste de Haute-Silésie. Le nombre des assistants s'élevait à quatre cents. Des discours ont été tenus en polonais et en allemand sur l'attitude des communistes au moment du plébiscite. L'assemblée a décidé, à l'unanimité, que le devoir des communistes était de prêcher aux ouvriers l'abstention au moment du plébiscite.

Des réunions du parti communiste de Haute-Silésie ont été tenues vers la fin du mois dernier à Mikulczyce, à Gleiwitz, à Chropaczow et surtout à Königshütte. Ces réunions, qui portent le nom « d'écoles des militants du parti », réunissent vingt à trente camarades. Les camarades Rwal, Kanzi, Konieczny et Skibay ont fait des conférences. (*Ibid.*)

Commentaires communistes sur la dernière grève.

Le *Czerwony Sztandar* du 12 décembre signale avec satisfaction que la dernière grève en Haute-Silésie a pris l'aspect d'une lutte de classes à caractère révolutionnaire.

Ce journal s'élève avec indignation contre la trahison des chefs des syndicats ouvriers qui ont lancé, au moment décisif, une protestation collective contre la grève. Cette fois-ci, ce ne sont pas seulement les socialistes allemands « à la Scheidemann » qui sont accourus au secours des capitalistes allemands, mais aussi ceux qui, sous les ordres de Korfanty et de Binisziewicz, veulent sauver la population de Haute-Silésie.

Les ouvriers doivent obtenir le droit de contrôler la production au moyen des Conseils d'exploitation. Ces Conseils d'exploitation sont déjà en Haute-Silésie aux mains des révolutionnaires. Mais il faudra chasser des syndicats les chefs actuels, qui ne sont que des valets de la bourgeoisie, pour donner également aux organisations ouvrières un caractère révolutionnaire. Les « papes » des syndicats, qu'ils soient Polonais ou Allemands, défendent les intérêts du capitalisme. Il est regrettable qu'il n'existe pas actuellement d'union absolue entre ouvriers allemands et polonais. En participant aux mouvements nationalistes, qu'ils soient provoqués par les Allemands ou par les Polonais, les ouvriers versent le sang de leurs frères et agissent au détriment de leurs propres intérêts.

La manœuvre allemande.

Nous apprenons de Berlin, de source bien informée, que l'idée de faire voter les émigrés à Cologne a été soumise aux diplomates par le Gouvernement allemand lui-même. Si, ensuite, la presse allemande a rejeté la proposition faite dans la note anglaise, il ne s'agissait là que d'une comédie soigneusement préparée. On a annoncé d'abord que le Gouvernement allemand était unanime pour repousser la proposition anglaise : cela aussi n'était qu'une comédie.

Par la note qu'il a remise lundi dernier, le Gouvernement allemand donne, au contraire, à entendre qu'il acceptera la proposition de faire voter les émigrés à Cologne. Pour dissimuler la manœuvre, il réclame encore des négociations verbales.

Le Gouvernement allemand a eu l'idée de faire voter les émigrés à Cologne lorsqu'il a appris que la population de Haute-Silésie était hostile au vote des émigrés et exigeait que l'identité de chacun d'eux fût vérifiée, avant le vote, par deux habitants au moins de Haute-Silésie. Le Gouvernement allemand avait recueilli, au moyen des associations d'« Heimattreuen », les actes de naissance de tous les originaires de Haute-Silésie qui avaient émigré en Allemagne et y étaient décédés depuis longtemps. A leur place, munis de leurs pièces d'identité, seraient venus voter en Haute-Silésie les « Stosstrupplers » allemands.

L'obligation pour chaque émigré d'être reconnu auparavant par deux habitants de Haute-Silésie aurait empêché la réussite de cette manœuvre. Au contraire, à Cologne, personne ne pourra reconnaître ceux qui voteront à la place des morts. C'est pourquoi les Allemands acceptent le vote à Cologne, et le *Berliner Tageblatt* accueille déjà favorablement cette proposition.

Afin d'exercer une influence sur l'attitude de l'Entente à ce sujet, les Allemands répandent des informations mensongères au sujet des discours prononcés par M. Korfanty à Rosenberg et à Pyskowice. Or, des témoins peuvent affirmer, sous la foi du serment, que M. Korfanty a déclaré que, du côté polonais, il ne serait fait de mal à personne, mais qu'il demandait un contrôle sévère et qu'il espérait qu'aucun habitant de Haute-Silésie n'accorderait l'hospitalité aux agents de l'Allemagne.

La demande d'expulsion de M. Korfanty constitue une manœuvre des Allemands afin de pouvoir démontrer à l'Angleterre que les émigrés seraient en danger en Haute-Silésie et qu'il conviendrait de les faire voter à Cologne.

La population de Haute-Silésie doit éléver la voix en présence de cette grande manœuvre de duperie préparée par les Allemands.

Le Gouvernement polonais fait, de son côté, ce qu'il peut ; la population de Haute-Silésie doit s'adresser à la conscience du monde entier pour déjouer cette comédie monstrueuse, si adroûtement mise en scène.

(*Standar Polski*, 16 décembre.)

B. — PRESSE ALLEMANDE

a. — PRESSE DE HAUTE-SILÉSIE

Collision entre soldats italiens, Allemands et Police de plébiscite.

Mardi soir, vers huit heures, à la gare d'Oberglogau, des collisions se sont produites entre des Italiens, des agents de la Police de plébiscite et la population civile.

Voici la version de l'agence Wolff :

« Un ouvrier aurait crié des injures à des soldats italiens. Là-dessus, les Italiens intervinrent contre l'ouvrier et un certain nombre de personnes qui avaient assisté à l'incident. Les agents de la police de plébiscite, qui, de la gare, avaient été témoins de la scène, se rendirent auprès des soldats italiens pour ramener l'ordre. Un des agents reçut un coup de poing au visage, et les Italiens firent mine d'user de leurs armes contre les agents de la Police de plébiscite. Ces derniers prirent la fuite et se réfugièrent auprès du chef de gare pour faire avertir la centurie des incidents qui s'étaient produits. On ne put néanmoins obtenir la communication téléphonique.

« Sur ces entrefaites, les soldats italiens, au nombre de dix, envahissaient la gare, où ils auraient commis des voies de fait sur les employés de chemin de fer. Ils auraient assumé ensuite une attitude menaçante contre la foule rassemblée et contre les voyageurs. Cependant, ces incidents sont encore mal connus. Les agents de la Police de plébiscite se rendirent en ville, où ils arrêtèrent un Italien. Peu de temps après, ils essuyèrent une vive fusillade de la part des soldats italiens : 300 coups de fusil ont été tirés. Un civil a été blessé. Les agents de la Police de plébiscite étaient sans armes à feu. Grâce à l'intervention d'officiers italiens, le calme finit par se rétablir.

« Ces incidents sont d'autant plus regrettables que de bons rapports existaient entre les troupes italiennes d'occupation, la Police de plébiscite et la population. Une enquête a été aussitôt ouverte ; elle fera la lumière sur ces incidents. » (*Ostdeutsche Morgenpost* et *Oberschlesische Volksstimme*, 16 décembre.)

Une nouvelle date de plébiscite.

Varsovie, 15 décembre. — L'agence télégraphique polonaise annonce que, suivant une information de l'*Echo*

de Paris, le plébiscite de Haute-Silésie n'aura pas lieu avant le 6 mars (1).

Oberschlesische Morgenzeitung
et *Ostdeutsche Morgenpost*, 16 décembre.)

« La France reste conséquente avec elle-même ».

Genève, 15 décembre. — L'Agence Havas annonce que « la France, sur la base des rapports du général Le Rond, maintient son point de vue contre un plébiscite simultané en Haute-Silésie. La Conférence des Ambassadeurs prépare une deuxième note à l'Allemagne, qui sera transmise incessamment ».

Cette information atteste à nouveau l'esprit de justice de la France qui, en dépit de toutes les notes et des manœuvres allemandes, ne s'écarte pas du rapport du général Le Rond et reste, par conséquent, hostile, après comme auparavant, à un plébiscite simultané en Haute-Silésie. (*Oberschlesische Grenzzeitung*, 16 décembre.)

La Haute-Silésie et l'exécution du Traité de paix.

Berlin, 15 décembre. — M. Nicolas Osteroth, qu'il faut considérer comme un spécialiste compétent dans la question des livraisons de charbon, a fait des déclarations sur le renouvellement de la Convention des charbons de Spa qui, venant à échéance le 31 décembre, est à la veille d'être renouvelée. La France espère nous contraindre, à cette occasion, à des obligations plus étendues que celles auxquelles l'Allemagne s'est engagée à Spa, sans savoir ce que deviendra la Haute-Silésie. Au cas où la Haute-Silésie nous serait conservée intacte, nous restons, avec les livraisons de Spa, à la limite de nos capacités. Si nous avons pu effectuer les livraisons promises, c'est que chaque mineur allemand a consenti à faire des heures supplémentaires. Aucun autre ouvrier au monde n'aurait accepté de faire annuellement 365 heures supplémentaires, pour sauver la vie de ses compatriotes et rendre possible l'exécution du Traité de paix. Par suite du prix du charbon sur le marché mondial, nous faisons à l'Entente un cadeau annuel d'environ 30 milliards de mark. S'il nous était permis de vendre, au prix du marché mondial, les 24 millions de tonnes que nous devons livrer d'après la Convention de Spa, ces bénéfices nous permettraient de couvrir toutes nos importations de vivres.

(*Oberschlesische Morgenzeitung*, 16 décembre.)

Le Commentaire Havas.

L'Agence Havas annonçait hier que les Alliés, refusant de négocier verbalement avec les Allemands sur la question du plébiscite, feraient voter les Haut-Silésiens du Reich quinze jours après les autres.

D'après le *Tageblatt*, cette nouvelle, lancée par l'Agence Havas, est un ballon d'essai polonais de nature à exercer une influence des plus fâcheuses sur la propagande électorale et les résultats du plébiscite. Il s'insurge aussi contre l'opinion émise par le Commentaire Havas que les Haut-Silésiens du Reich pourraient venir

armés en Haute-Silésie et y provoquer des troubles; ce sont, dit le *Tageblatt*, des accusations gratuites et que nous repoussons avec indignation. — *Signé : R.*

(*Tageblatt*, 16 décembre.)

Une polémique entre journaux de Haute-Silésie.

L'*Oberschlesischer Kurier* du 16 décembre s'élève violemment contre le commentaire d'un journal de Haute-Silésie (*Oberschlesische Volksstimme*, voir *Bulletin de Presse* n° 262, page 3) qui déplorait qu'un journal allemand de Haute-Silésie, — qui juge aujourd'hui ainsi et demain autrement — puisse recommander un plébiscite à Cologne. C'est là, déclare le *Kurier*, travestir les faits. « Nous n'avons jamais cessé de professer la même opinion sur la question de Haute-Silésie, pour la raison que nous ne pratiquons ni la politique de l'Entente ni la politique prussienne du sabre de bois... Il serait de l'intérêt de notre confrère de garder ses commentaires pour lui, car il n'est pas bon, comme chacun sait, de jeter des pierres, quand on habite soi-même une maison de verre (sic).

Devant la Cour Spéciale.

Les *Oppelner Nachrichten* du 16 décembre annoncent que la Cour Spéciale de Justice a condamné à 300 mark d'amende l'ouvrier Waindock, de Zabrze, pour infraction au décret sur les passeports; le cordonnier Tomaczewski, ancien soldat de l'armée bolcheviste, à 4 mois de prison pour avoir acheté un passeport pour la somme de 50 mark; le négociant Hermann Liedel, de Stalkammer (cercle de Lublinitz), à 4 mois de prison pour détention d'armes illicite, et le Gemeindevorsteher de Poboschau (cercle de Cosel), Franz Kaluza, pour le même délit.

Envois d'armes de Pologne.

Les envois d'armes de Pologne prennent des proportions énormes. Vendredi dernier, plusieurs centaines d'habitants des villages-frontières sont allés à Sosnowice chercher des munitions et des armes. A leur retour samedi, ils avouèrent qu'ils avaient des armes en abondance, au moins 25 revolvers, quelques grenades et mitrailleuses, qui sont à la disposition des Polonais.

(*General-Anzeiger*, 16 décembre.)

Nouveaux actes de violence.

On nous mande de Katowice que des bandits armés ont assailli le tramway qui circule entre Eichenau et Schoppinitz. Les voyageurs ont été déboulés de tout leur avoir. L'impudence avec laquelle a opéré la bande ressort du fait qu'ils ont commencé par donner l'ordre au conducteur d'arrêter le tramway, puis aux voyageurs de descendre sur la route. Ce n'est qu'après avoir déboulé les voyageurs qu'ils leur ont permis de reprendre leur voyage. (Wanderer, 15 décembre.)

Le voïvodat de Silésie.

L'*Ostdeutsche Morgenpost* du 1^{er} décembre publie un article du docteur Urbanek sur les conséquences désastreuses qu'entraînerait pour la Haute-Silésie sa

(1) La *Schlesische Volkszeitung* reproduit, d'après le P. A. T., la même information.

transformation en voïvodat polonais. Il se place surtout au point de vue financier et insiste sur les pertes immenses qui résulteraient pour tous les habitants du territoire de la déconfiture du mark polonais.

Les propagandistes polonais, écrit le docteur Urbanek, veulent faire croire aux gens qu'inquiète la dépréciation du mark polonais que, si la Haute-Silésie devenait polonaise, on continuerait cependant à se servir des valeurs monétaires allemandes. Ceci est absolument faux, car une province d'un pays doit nécessairement avoir les mêmes moyens d'échange que le reste du pays. Jusqu'à présent, c'est la Banque d'Empire qui a fourni l'argent nécessaire aux transactions; du jour où la Haute-Silésie deviendrait polonaise, ce serait aux banques polonaises à fournir cet argent. Il en résulterait pour les Haut-Silésiens des pertes considérables, étant donnée la dépréciation du mark polonais.

Quant aux fonctionnaires, à qui la *Grenzzeitung* promet un avenir doré, ils perdraient, au cas où ils deviendraient Polonais, toutes les garanties que leur assure la loi allemande et que la loi polonaise ne prévoit pas.

b. — PRESSE D'ALLEMAGNE

Les inconvénients du vote à Cologne.

Commentant la réponse de l'Allemagne à la note des Alliés, les *Breslauer Neueste Nachrichten* du 15 décembre disent que l'Entente n'a pas le droit d'empêcher les Haut-Silésiens du Reich de se rendre dans leur pays à l'occasion du plébiscite. Leur amour du pays natal leur fait considérer ce voyage comme une croisade à laquelle tous voudront prendre part; au contraire, leur enthousiasme serait sensiblement refroidi, s'ils étaient obligés de prendre le chemin de Cologne.

Ils s'en iront donc voter chez eux, au risque de s'exposer aux prétendus dangers dont on les menace en Haute-Silésie. Ces dangers sont-ils bien réels? Les forces que l'Entente entretient dans le pays ne suffisent-elles pas à garantir l'ordre? Après l'insurrection de 1919, les troupes allemandes, pourtant bien plus faibles, l'ont maintenu jusqu'à l'arrivée des contingents alliés. Des troubles ne peuvent se produire que si les troupes d'occupation n'observent pas l'attitude qu'on est en droit d'en attendre. Si Korfanty et ses acolytes ont vraiment l'intention de provoquer des troubles pour fausser les résultats du vote, l'absence des Haut-Silésiens du Reich ne pourrait que les confirmer dans leur dessein.

Que les représentants allemands restent fermes. Qu'ils n'acceptent pas un vote distinct. Faut-il jeter le manche après la cognée, abandonner la Haute-Silésie, comme le propose un organe officieux de Breslau? Cela ne doit pas être. Nous ferons tout ce qui dépend de nous pour que le plébiscite soit sincère; nous accepterons la décision, quelle qu'elle soit; le vote terminé, l'Entente pourra faire de la Haute-Silésie ce qu'elle voudra, comme elle en a le droit d'après le Traité de paix; mais il ne faut pas que nos enfants puissent nous montrer du doigt et nous reprocher d'avoir, par notre insouciance, laissé arracher la Haute-Silésie à l'Allemagne.

La note allemande.

L'Agence Reuter annonce que l'attitude de l'Angleterre vis-à-vis la réponse allemande ressort des pourparlers de Londres. Les négociations directes qui viennent d'être engagées avec les Alliés montreront que les propositions allemandes concernant un échange de vues sont acceptables pour les Alliés.

(*Schlesische Volkszeitung* 16 décembre.)

Les vœux de la Hollande d'après le *Standaard*.

Amsterdam, 15 décembre. — Le *Standaard* écrit que la France éprouve le désir naturel de donner la Haute-Silésie à la Pologne dans le dessein d'affaiblir l'Allemagne et de renforcer sa propre vassale. Or, l'importance du district industriel fait de la question de Haute-Silésie une question capitale pour toute l'Europe occidentale: il faut donc espérer que le plébiscite tournera à l'avantage de l'Allemagne. (Ibid.)

Arrestation des vandales polonais.

Kattowitz, 15 décembre. — A la suite de l'attentat commis sur le monument des deux empereurs, on a arrêté environ trente personnes, parmi lesquelles se trouvent plusieurs fils de familles polonaises honorables de Kattowitz. (*Breslauer Zeitung*, 16 décembre.)

Les élections au Landtag et le Plébiscite.

L'Agence Dena apprend de source officielle que le Gouvernement prussien ne changerait la date des élections au Landtag de Prusse que dans le cas où la date fixée par l'Entente pour le plébiscite de Haute-Silésie serait de nature à gêner les électeurs prussiens. Au cas où les deux dates seraient compatibles, on ne songe nullement à ajourner les élections au Landtag.

(*Vossische Zeitung*, 15 décembre.)

II. — POLITIQUE GÉNÉRALE

A. — PRESSE POLONAISE

M. Mac Cormick à Varsovie.

M. Mac Cormick, représentant du futur président des Etats-Unis, arrivera à Varsovie le 20 décembre. Les

milieux diplomatiques polonais attribuent la plus grande importance à cette visite qui exercera une influence décisive sur l'attitude future des Etats-Unis à l'égard de la Pologne. M. Mac Cormick examinera si les reproches d'impérialisme faits à la Pologne sont justifiés; il étu-

diera la situation intérieure et économique de la Pologne, afin de savoir si ce pays est digne de la confiance des étrangers. (Rzeczpospolita, 13 décembre.)

B. — PRESSE ALLEMANDE

La situation en Tchéco-Slovaquie.

Berlin, 15 décembre (Agence Wolff). — La légation de Tchéco-Slovaquie nous transmet le communiqué officiel suivant :

« Les chefs communistes Skalak et Bannek ont demandé, dans la soirée d'hier, au président Masaryk d'engager une action de conciliation. A Prague règne un calme complet; en province, une détente notable se manifeste. Les meneurs locaux des tentatives communistes ont été arrêtés. A Brünn, la classe ouvrière est de plus en plus disposée à faire cesser la grève. A Kaschau, la grève n'a été que de courte durée; à Bratislava de même. Les syndicats ont pris position contre la grève, exigeant qu'elle cesse. Les ouvriers agricoles ont restitué les domaines qu'ils avaient occupés et reviennent au travail normal. » (Ostdeutsche Morgenpost, 16 déc.)

— L'Oberschlesische Morgenzeitung du 16 décembre reçoit de Brünn l'information qu'un accord est intervenu mercredi entre les communistes et le Gouvernement. La direction de la grève générale s'est engagée à inviter immédiatement la classe ouvrière à retourner au travail.

Le programme de Bruxelles.

Le Petit Parisien écrit, dans un article visiblement inspiré, que les perspectives de la Conférence de Bruxel-

les s'annoncent favorables à la France : cette puissance y sera représentée par des hommes intelligents. Toutefois aucune décision définitive ne saurait y être prise, car c'est à la Commission des réparations qu'il revient de prendre en dernière instance les résolutions finales.

Les réparations dues par l'Allemagne sont si énormes qu'elles ne sauraient être couvertes qu'à la condition d'élaborer un plan d'ensemble réglant la collaboration industrielle des deux pays. On s'étonnera, ajoute ce journal, de l'esprit de conciliation montré par la France, mais aussi de la fermeté de ses desseins. On est loin de redouter en France la restauration de l'industrie allemande. Au contraire, c'est là une nécessité pour la France, si elle veut rétablir la prospérité de ses provinces dévastées. (Ostdeutsche Morgenpost, 16 déc.)

C. — PRESSE ALLIÉE

Un Accord sur le tonnage.

Le Matin est informé de Londres que les conversations franco-anglaises concernant le tonnage ont abouti à un complet accord. La France devient définitivement propriétaire de tout le tonnage qu'elle gérait provisoirement, soit 430,000 tonnes. (Havas, 13 décembre.)

La ratification du Traité de Rapallo.

Rome. — Sur le rapport de la commission des affaires étrangères, le Sénat s'est prononcé pour la ratification du Traité de Rapallo. (Ibid.)

III. — COURS DES CHANGES

Bourse de Berlin du 15 décembre.

Franc	435	50
Livre	257	75
Lire	256	
Dollar	74	

(Communiqué par le Département des Finances.)

Bourse de Paris du 15 décembre.

Londres	59	25
New-York	17	07
Allemagne	23	
Italie	59	

(Presse Radio, 15 décembre.)

